



**Alain VIDALIES**  
DÉPUTÉ DES LANDES

## Questions au Gouvernement

*Séance du mercredi 16 novembre 2011*

Monsieur le Président,  
Monsieur le Premier ministre,

Madame la Ministre du Budget, il y a quelques secondes, vous avez déclaré « *le déficit que nous n'avons pas le droit de léguer à nos enfants ce sont les dépenses sociales* ».

Madame la Ministre c'est déjà fait!

Il y a à peine un an la majorité de droite de cet hémicycle a renvoyé 120 milliards de dettes sociales à la CADES, c'est à dire sur les générations futures.

Et permettez-moi de vous rappeler ici ce que disait le Rapporteur UMP, Monsieur Warsman, de cette proposition, je le cite : « *on va emprunter pour faire payer une partie des soins médicaux d'aujourd'hui par ceux qui travailleront au-delà de 2022. Lancer des emprunts lorsque l'on sait que l'on a pas l'argent l'argent nécessaire pour le rembourser cela s'appelle faire de la cavalerie* ».

**Une nouvelle fois les français pourront comparer les actes et les discours.**

Hier Nicolas Sarkozy a affirmé justement que frauder la Sécurité sociale c'est voler chacun et chacune d'entre nous. Autrement dit, chaque Français, et c'est vrai, est une victime de la fraude.

Alors pourquoi sanctionner toutes les victimes pour lutter contre les fraudeurs? Pourquoi imposer une journée supplémentaire sans indemnité à tous les salariés malades du public et du privé au seul motif que parmi eux il n'y aurait que 1% de fraudeurs?

**Le raisonnement est totalement incohérent. C'est comme si pour lutter contre la vitesse excessive vous supprimiez 1 point sur le permis de conduire à tous les conducteurs.**

Chacun l'aura compris, **la lutte contre la fraude n'est qu'un habillage destiné à cacher une nouvelle régression sociale qui va frapper tous les malades.**

Peut-être que le nouveau slogan électoral de l'UMP sera : travailler plus mais surtout ne soyez pas malade.